



L'objectif des multinationales de la Restauration Rapide est simple : la rentabilité à tout prix !

Pour ça ils sont prêts à :

Écraser les salarié.e.s:

- Le temps partiel imposé est institutionnel dans la RR. Le minimum légal étant 104h/mois, certains patrons imposent des contrats encore plus bas (parfois 10h/s).
- **Des salaires de misère** : les contrats payés au SMIC. On pourrait presque s'en sortir si ce n'était couplé au temps partiel imposé. Certains salariés peuvent vivre avec moins de 500€/mois. Peut on vivre dignement avec cette aumône ?
- **Des pressions physiques/psychologiques** : lorsqu'un.e salarié.e ose réclamer ses droits il / elle est tout de suite stigmatisé.e., harcelé.e .On lui donne des tâches difficiles pour qu'il /elle craque et qu'il/ elle parte de lui /elle même. Alors même que ces grande multinationales recrutent des étudiant.e.s en se vantant de s adapter à leurs horaires dès qu'ils demandent de changer leurs disponibilités on leur dit que ce n'est pas possible et on les licencie car ils/ elles ne respectent pas leurs horaires de travail, ou mieux on leur demande de démissionner pour éviter les tracasseries administratives.
- **L'isolement des salarié.e.s** : pour éviter toute organisation des salariés, les structures juridiques des multinationales de la Restauration Rapide sont bien rodées. Elles ouvrent des établissements en franchise. Un même franchisé peut avoir 20 établissements mais chacun est une entité juridique différente. Donc le franchisé peut faire la politique anti-sociale qu'il veut, cette politique pouvant être différente dans chaque établissement, il peut donc y avoir différents salaires, différents revenus, alors même qu'il s agit du même patron.
- **La discrimination syndicale** : les multinationales de la Restauration Rapide aiment encore moins les sections syndicales, que les autres sociétés capitalistes. Tout du moins les sections syndicales qui osent se soulever contre leurs décisions. Il est fréquent qu'un.e salarié.e qui se syndique soit harcelé.e et les exemples sont nombreux. Lorsqu'on n'arrive pas à éliminer les " parasites " on se débarrasse des problèmes, en les vendant en franchises ! Ces ventes impliquent : des conditions de travail déplorables, des baisses de salaires (23% en moyenne), ...

Ces multinationales sont aussi très habiles dans le domaine de l'évasion fiscale :

En effet des plaintes sont actuellement en cours d'enquête et notamment pour McDo France et leurs pratiques sont dénoncées au niveau de l'EU.

Ces pratiques leur permet de ne pas payer les impôts en France remettant en cause notre

système social: les hôpitaux, les écoles, la sécurité sociale, etc. L'évasion de ces sommes impacte chacun.e de nous en tant que contribuable, ou pas. C'est à cause de cette évasion fiscale que nous payons plus d'impôts, que nos prestations sociales baissent et que nos hôpitaux ferment !

Partant de ces constats et suite à l'annonce des ventes des McDo Champs Elysées, Wagram et Rue de Provence à un franchisé sans même donner le choix aux salarié.e.s, aux élus syndicaux de s'exprimer. Suite aux mêmes motifs que vivent actuellement les salarié.e.s KFC, également vendus à un franchisé nous avons créé

LE COLLECTIF DES SALARIE.E.S DE LA RESTAURATION RAPIDE EN LUTTE.

Notre but :faire entendre la voix des sans voix, la voix des précaires de la restauration rapide.

Composé de salarié.e.s de la restauration rapide, de syndicalistes, d'associations de divers horizons, etc.

Nous voulons arrêter ces pratiques des multinationales qui ne respectent ni les salariés, ni les contribuables.

Nous sommes tous/toutes concernés par les pratiques anti-sociales et d'évasions fiscales de ces multinationales.

Nous devons tous les dénoncer !

Pour nous faire entendre nous agissons devant McDo Champs Elysées un jour du WE 11h30 pour obtenir :

- Stop à la vente en franchise !
- Stop aux conditions de travail presque esclavagistes !
- Stop à la casse sociale !
- Stop à l'évasion fiscale !

Nos actions sont pacifiques, néanmoins il nous arrive d'être bousculés par les agents de sécurité mis en nombre par McDo pour nous éviter de nous faire taire, car nous écornons l'image idéale que McDo tente de donner de lui !

Nous partons ensuite sur un KFC pour dénoncer les mêmes discriminations illégales car tous les salarié.e.s des établissements de restauration rapide les subissent.

Malgré leurs violences, leurs intimidations, nous continuerons car nous sommes convaincu.e.s du bien fondé de notre lutte!

Aussi, nous appelons tout les personnes approuvant ces justes objectifs, à renforcer cette lutte, car elle nous pénalise tous de près (salarié.e.s, syndiqué.e.s,précaires,etc) ou de moins près (contribuables, consommateurs-trices).

C'est uni.e.s, nombreux-euses et combatif.ve.s que nous réussirons stopper les manigances anti-sociales et anti-syndicales de McDo, KFC et des autres.

Contacts :Mail:contact@lutterestorapide.org Page internet : Lutterestorapide.org

Facebook : comité de soutien aux salariés de la restauration rapide